

CAMPAGNE LEGISLATIVE

Présenté par : ANNA - FELIX - MATTI

La situation ouverte par la rupture entre le PS et le PC à six mois des élections législatives exige de la part de la LCR une clarté politique sans faille. Les approximations, les flottements dans l'analyse, l'absence de choix dans l'action et dans les thèmes centraux d'agitation se paient très cher dans un tel contexte. La division de la classe ouvrière qui s'approfondit sous les effets de la politique des deux directions du PC et du PS, nous oblige à une rigueur profonde pour défendre comme axe central l'unité ouvrière. Sous les coups de boutoir des deux appareils bureaucratiques qui se dénoncent l'un l'autre, face aux différents syndicats dont les directions emboîtent le pas à la division, il faut une singulière ténacité aux M.R. pour avancer le thème "d'unité ouvrière".

La force de la ligne d'unité ouvrière, c'est de combattre l'opportunisme de ceux qui clament "Unité - Unité", mais qui oublient la question de l'indépendance de la classe et de combattre le sectarisme de ceux qui renvoient dos-à-dos bourgeoisie et Union de la Gauche, sans se donner les moyens de mettre en oeuvre une tactique de Front Unique Ouvrier.

L'unité ouvrière, ce n'est pas une "ligne" réductible aux seules organisations des partis et des syndicats. Elle pose la question de l'unité de toute la classe, c'est-à-dire d'une véritable orientation de masse pour la LCR. L'actualité de cette ligne d'unité ouvrière prend cependant une forme concrète :

- pour l'unité et la fusion syndicale, pour une centrale unique des travailleurs.
- pour l'unité PC-PS (contre la collaboration de classes et contre la division).

"L'unité ouvrière" a un contenu : celui que lui donne la mobilisation des travailleurs unis pour défendre leurs revendications et revendiquer le pouvoir. Dans l'agitation de la LCR il n'y a pas de séparation entre la lutte pour les revendications (contre "l'austérité") et la lutte pour le pouvoir ; c'est pourquoi la plateforme LCR énumère longuement les éléments du programme ouvrier et actualise la question du pouvoir sous la forme "pour un gouvernement PC-PS seuls dont les travailleurs exigeront la satisfaction de leurs revendications".

Il n'y a ni "confusion", ni "étape" entre la formule actuelle d'agitation pour le gouvernement (PS-PC seuls dont les travailleurs exigeront la satisfaction de leurs revendications) et la propagande pour un gouvernement ouvrier. Car le mouvement de la classe ouvrière pour exiger du PS et du PC qu'ils rompent avec la bourgeoisie, qu'ils constituent un gouvernement et qu'ils satisfassent leurs revendications, est un mouvement qui l'oppose à ces directions. C'est un mouvement qui va au delà d'une formule de gouvernement, au delà du terrain parlementaire, qui pose la question des conseils ouvriers, de la dictature du prolétariat. Ce n'est pas un mouvement de soutien à un gouvernement PC-PS. Ce n'est pas non plus un mouvement qui vise "à changer", à "transformer", ou à "réformer" le PC et le PS ; c'est un mouvement CONTRE le PC et le PS, contre leur politique. Il se refuse à créer des illusions envers le PC et le PS, à laisser croire qu'ils vont "servir les travailleurs". Il se refuse à être demain un soutien à tel gouvernement : il ne soutiendra que d'éventuelles mesures positives qu'il pourrait être amené à prendre dans la mesure où "les travailleurs exigeront qu'il satisfasse leurs revendications. C'est le mouvement des travailleurs qui l'emportera, qui pèsera et non pas d'illusoires promesses du PC et du PS qui "s'engageraient eux-mêmes à les satisfaire". Nous ne demandons pas à Marchais et à Mitterrand qu'ils renoncent ... à la force de frappe avant d'aller au gouvernement, avant de chasser Giscard-Barre, ce serait absurde. Pourquoi faire croire d'eux qu'ils s'engageront à satisfaire un programme ouvrier avant d'aller au gouvernement ! Qu'ils chassent Giscard-Barre, c'est cela la tâche de l'heure ! et nous ne serons plus seuls : les travailleurs feront l'expérience et, avec nous, exigeront d'eux satisfaction en disant : "Vous êtes au gouvernement qu'attendez-vous ?" Tant qu'ils n'y sont pas, la question de l'heure est : qu'ils y aillent ! Et si demain ils disent (ou ils diront) : "Attention, doucement, il ne faut pas se couper des radicaux, des gaullistes, etc..." alors, avec les travailleurs, nous continuerons à dire "Rompez avec les bourgeois, vous ne pouvez pas lutter contre les patrons en vous alliant avec les patrons !" Et s'ils rompent avec les bourgeois (ce qui est une quasi-totale improbabilité - il n'y a aucun cas, même pas au Portugal où ils ont la majorité

absolue, surtout pas là - ce qu'ils refusent avec la toute dernière énergie.), alors c'est que la pression des masses sera telle que déjà des conseils ouvriers auront fleuri et qu'alors ce sera pour eux qu'il faudra exiger tout le pouvoir. Même si au sein de ces conseils PS et PC y sont encore majoritaires. Même si au sein de ces conseils il faudra lutter pour la démocratie ouvrière, pour encore satisfaire les revendications ouvrières.

L'unité que nous voulons ce n'est pas la reconstitution de l'Union de la Gauche, c'est l'unité qui s'oppose à cette politique de collaboration de classes. Ce n'est pas sur la base d'une quelconque version du programme commun, mais au contraire, sur la base du programme réel de la classe ouvrière.

La preuve est faite que l'Union de la Gauche n'a eu qu'une fonction y compris en se rompant : le mouvement des masses. La politique de division n'est qu'une autre facette de la politique de collaboration de classes du PS et du PC. Le PS passe alliance privilégiée avec les radicaux de gauche et se propose ouvertement pour gérer l'austérité au gouvernement en compagnie de Giscard, le PC divise en accusant le PS de "tourner à droite" et cherche lui-même des interlocuteurs bourgeois (les gaullistes) sur la base d'un programme qui est une somme de tournants à droite (force de frappe, parlement européen, immigrés, etc...). L'une et l'autre des deux directions social-démocrates et staliniennes mènent une politique qui tend à désarmer la classe ouvrière de la volonté et des moyens de chasser Giscard, Barre et Chirac.

Demain, les deux directions pourront s'opposer plus profondément l'une à l'autre - comme ce fut le cas au cours de la révolution portugaise - et la division dans les rangs ouvriers pourra prendre un caractère tragique. Le mouvement ouvrier dans son ensemble sera affecté par cette division : telle organisation jugeant le PS "bourgeois" se ralliera au PCF, telle autre jugeant que le PS est "le parti de l'unité" s'alignera sur la social-démocratie, tandis que renaîtront des courants gauchistes renvoyant dos-à-dos l'un et l'autre et prétendant agir en "ignorant" les organisations traditionnelles, en cultivant "l'apartidarisme" ou "l'autonomie", ou l'économisme. Une telle période de division exige la plus grande fermeté de ceux qui combattent pour l'unité ouvrière : des divergences, aujourd'hui apparemment mineures, prendront demain une importance spectaculaire. Vouloir entretenir un mythe de "l'unité des révolutionnaires" sans avoir mené de bataille pour la clarification politique, c'est la pire des politiques, car elle se traduira demain, en premier chef, par la démoralisation, avant même la classe ouvrière, de ceux qui auront cru qu'un pôle attractif et fort était plus important qu'une ligne claire et suivie. Toute concession, aujourd'hui sur une ligne d'unité ouvrière, désarme pour demain tous les révolutionnaires et laissera la classe ouvrière à la seule merci de ses directions actuelles.

Demain, PS et PC pourront renouer de nouvelles alliances de collaboration de classes et probablement celles-ci seront plus larges et prendront le visage de l'union nationale. Une nouvelle montée du mouvement des masses pourrait amener le PC à renoncer à l'argument selon lequel il veut n'aller au gouvernement que "pour que cela change" ; il expliquerait alors qu'il faut une union du peuple de France "pour éviter que la crise ne s'aggrave" ! De même que le PC italien s'est adressé directement à la Démocratie Chrétienne, de même que le PC espagnol s'est adressé directement à Suarez, à Juan Carlos et aux franquistes d'Iribarne pour signer le Pacte de la Moncloa, le PCF pourra, demain, proposer des solutions d'urgence à l'adresse de tous les partis bourgeois et notamment du RPR. Dans un tel cas, la désorientation sera grande chez ceux qui ne se seront pas battus à la fois pour l'unité des partis ouvriers et à la fois contre leur alliance avec la bourgeoisie, ses hommes et ses partis.

La fermeté et la clarté politique doivent donc caractériser la campagne centrale que doit faire la LCR à l'occasion des élections législatives.

Il est nécessaire, dès lors que le PCF refuse d'annoncer le désistement pour le candidat ouvrier le mieux placé, c'est-à-dire qu'il met des conditions préalables avant de répondre à la volonté des travailleurs de chasser Giscard-Barre, de le dénoncer vigoureusement. Il convient d'exiger que PC et PS appellent au désistement réciproque. Il convient de prôner l'unité ouvrière pour chasser Giscard-Barre et pour un gouvernement PC-PS seuls.

Notre campagne centrale pour les deux mois qui viennent c'est celle du premier tour : nous présentons des candidats, le maximum en fonction de nos forces réelles et nous nous battons

pour les faire connaître, pour que les travailleurs votent pour eux. C'est une campagne au travers de laquelle il faut faire passer une idée, un thème central : les candidats LCR sont les candidats de l'unité ouvrière. Cela doit être le slogan unificateur de nos affiches, de nos tracts, de nos meetings : pour chasser Giscard-Barre, non à l'Union de la Gauche, oui à l'unité ouvrière, oui à l'unité à la fusion syndicale, oui à l'unité PS-PC, non au programme commun, oui à un programme ouvrier ! Nous, LCR, nous présentons pour défendre le programme de l'unité ouvrière contre la division et les compromissions du PS et du PC. C'est le sens de l'appel systématique à voter LCR.

Nous voulons des voix ! Nous n'en aurons pas beaucoup, mais pour nous, chaque voix pour la LCR est un combat pour l'unité ouvrière. Nous ne sommes pas bêtement anti-électoraliste, nous savons que le scrutin n'est pas démocratique et nous le dénonçons, mais, au premier tour, nous faisons campagne sans réticence pour arracher le maximum de soutien. Si nous sommes candidats contre IO, l'OCI ou le PSU nous appelons exclusivement à voter LCR au nom de notre campagne pour l'unité ouvrière ! Contre IO qui refuse l'unité ouvrière, mais vote Union de la Gauche au second tour, nous polémiqons ! Contre l'OCI qui fait campagne pour l'unité sans contenu et en soutien, de fait, au PS nous donnons un contenu de classe à cette unité en exigeant la rupture du PC et du PS avec la bourgeoisie ! Contre le PSU qui prône "l'unité populaire" ou "l'union-de-la-gauche-à-la-base", nous opposons nos mots d'ordre ! Nous ferons campagne pour le désistement réciproque PS-PC et contre les radicaux, les gaullistes, etc... entre les deux tours du scrutin. Dès que nous serons éliminés du 1er tour, c'est en faisant une intense campagne pour le désistement que nous nous illustrerons, que nous marquerons aux yeux des travailleurs ce qu'est, aujourd'hui, la LCR. D'autant que nos candidats auront été connus comme ceux de l'unité ouvrière.

Voilà ce que doit être notre ligne !

ET VOILA CE QU'ELLE N'EST PAS ... !

A la date à laquelle est écrit ce texte, avant le CC des 7-8 janvier 78, la campagne LCR n'est pas entamée. La plateforme LCR n'est parue dans Rouge que le 29 novembre et elle n'a pas été discutée, assimilée, popularisée par l'organisation. Le CC du 1er novembre avait discuté sur un autre projet. Le BP a publié la plateforme sous sa responsabilité seule et la grande masse de l'organisation n'a pas jugé l'évolution que représentait cette plateforme. Même le 1er décembre, la direction fédérale parisienne n'a pas repris sur la banderolle de tête de la LCR, le mot d'ordre de gouvernement tel qu'il était dans la plateforme du 29 novembre. La grande majorité des camarades s'est dit : "Bon, c'est une plateforme ... mais maintenant, on va en discuter une autre, on va la négocier avec l'OCT, les CCA, etc... et c'est sur l'autre qu'on fera campagne". Et puis sur l'autre plateforme, celle publiée par Rouge le 16 décembre, l'axe n'était plus "l'unité ouvrière" ! Et on annonçait déjà un meeting commun pour présenter cette nouvelle plateforme, un sigle commun pour lequel on appellerait à voter et des ... comités de soutien communs ! Ce dernier point était décisif : on ne fait pas des comités unitaires de base pour mener une campagne séparée ! Par exemple, les camarades de la DV de Rouen se trouvaient confortés pour continuer à participer à une "convergence autogestionnaire" locale et y préparer une campagne électorale sans arrêt repoussée faute ... de plateforme d'accord ! Ils renouvelaient ainsi les erreurs commises à Grenoble et à Marseille dans la préparation de précédentes municipales (voir texte annexe d'Anna, Félix, Jérôme) Si on leur objectait que le BP avait envoyé une circulaire précisant qu'il fallait insister sur une campagne indépendante LCR, ils soulignaient à juste titre que cette circulaire était contradictoire avec l'esprit des articles quotidiens de Rouge. Si "des dizaines de milliers de travailleurs attendaient l'unité des révolutionnaires" alors comment pouvait-on préparer avec conviction ... une campagne indépendante de la LCR ? Les camarades de Massy-Palaisau appelèrent le 16 décembre à un meeting OCT-CCA-LCR-GT ... "pour une alternative révolutionnaire" : plus question, dans le tract d'appel de dire que le PC et le PS sont des partis ouvriers, ni d'appeler à l'unité ouvrière, à la fusion syndicale, à l'unité PS-PC, ni même à un gouvernement PS-PC seuls ! L'OCT considère que le PS est un parti bourgeois ... elle ne peut que l'exclure de toute formule d'unité ouvrière et en aucun cas ne peut le différencier des radicaux de gauche. La presse bourgeoise se fait l'écho de l'unité des révolutionnaires et ignore la plateforme de la LCR pour l'unité ouvrière. Le Matin de Paris parle de "mini-programme commun de l'extrême-gauche" et Rouge ne relève pas. Rouge polémique avec IO, non pas hélas, parce qu'ils sont opposés à l'unité ouvrière, mais parce qu'ils sont opposés ... à "l'unité des révolutionnaires" ! Chacun en conclue que la plateforme LCR du 29 novembre n'est pas un axe (pas une seule fois cette plateforme ne parle d'unité des révolutionnaires, par exemple), mais qu'elle est enterrée au profit de la spectaculaire et publicitaire campagne "unitaire".

Quant au texte de cette plateforme unitaire, bien que les CCA soient d'accord avec nous sur les questions essentielles, il n'y a pas de doute que c'est une plateforme qui fait la part belle à l'OCT. Joshua pourra ressouder son organisation en crise en expliquant que la LCR a fait des réserves, mais qu'elle est d'accord sur "l'essentiel" : c'est donc que la LCR considère que "l'essentiel" ce n'est pas une parenthèse pour expliquer qu'elle ne vote pas pour les radicaux de gauche, c'est secondaire, c'est "pour faire plaisir à sa minorité". Les négociateurs de l'OCT-maintenue vont pouvoir triompher : la LCR a fait un préalable de la consigne de vote au second tour vis-à-vis du PCR mais pas vis-à-vis de l'OCT, c'est-à-dire qu'elle ne juge pas "grave" que l'OCT vote pour l'Union de la Gauche, c'est-à-dire pour des bourgeois.

En vérité la LCR n'a pas mené bataille sur sa plateforme, elle n'a pas engagé d'en convaincre les militants et les dirigeants de l'OCT : le jour même où la plateforme était publiée, le 29 novembre, l'éditorial de Rouge, au lieu de la défendre, de la justifier, d'engager la mobilisation militante pour la faire connaître, décrivait déjà les positions de rupli sur lesquelles nous étions prêts à aller ! Pas une seule fois l'article signé ce jour-là Bensaïd ne parlait de "l'unité ouvrière" comme un axe essentiel, pas une seule fois il ne contenait même l'expression "unité ouvrière" qui était le titre du chapitre final de la plateforme LCR, pas une seule fois l'article n'utilisait l'expression "vote de classe". Pire, l'article mentait par omission par dissimulation : il soulignait que "La LCR, les CCA, l'OCT et IO votaient PS-PC au second tour" et que dans ce cas un accord était possible. Il falsifiait ainsi le fait que l'OCT et IO ne votaient pas "PS-PC" mais "Union de la Gauche", laissant ainsi comprendre aux dirigeants de l'OCT et de IO qu'il n'était pas question d'en faire une condition de l'accord, ni même un objet important du débat. Nous avons fait un "P.U.T." dans de pires conditions encore que la LCR espagnole aux élections de juin 77 : celle-ci a fait depuis une autocritique complète, il est inadmissible que nous n'en ayons pas tiré les leçons.

QUE FALLAIT-IL FAIRE ?

- 1°) Publier comme nous l'avons fait, mais plus tôt et en y associant plus étroitement l'organisation - le CC d'abord, et puis une conférence nationale - une plateforme-manifeste.
- 2°) Faire connaître cette plateforme, faire des meetings, la publier en brochure séparée, la défendre pied à pied chaque jour dans Rouge (avec un débat, des lettres de lecteurs, une campagne suivie de vente de la brochure, des affiches, des tracts notamment le 1er décembre dans tous nos cortèges, etc...)
- 3°) Dire que nous soumettons cette plateforme comme base de la discussion pour un éventuel accord unitaire sans exclusive vis-à-vis des différentes composantes du mouvement ouvrier. Polémiquer avec ceux qui refusaient toute discussion (PSU, IO). Tenter d'associer au maximum les organisations qui se sont proposées pour discuter : en l'occurrence les CCA, l'OCT, l'OCI et le PCR. Engager avec celles-ci des discussions collectives et bilatérales, publiquement.
- 4°) Expliquer au bout d'un mois (ou plus ... si nous avons commencé plus tôt) que nous étions prêts à un compromis, mais à trois conditions claires :
 - a - analyse de classe du PC et du PS.
 - b - unité ouvrière (unité-fusion syndicale, unité PS-PC, gouvernement des seuls PS-PC dont les travailleurs exigeront satisfaction de leurs revendications) et condamnation de l'UG comme front de collaboration de classes et du programme commun comme programme bourgeois.
 - c - pour un vote de classe au second tour : vote PS-PC. Pas une seule voix pour les bourgeois, pour les radicaux, les gaullistes; les giscardiens, etc...
- 5°) Passer accord pour une campagne commune avec celles des organisations qui accepteraient ces trois points. Et se limiter à une déclaration de politique générale avec les autres organisations acceptant un partage des circonscriptions. Cette déclaration politique générale ne pouvait évidemment en aucun cas prendre ... plus d'importance que la plateforme LCR ; elle ne pouvait donner matière ni à un sigle commun, ni à des meetings communs, ni à des comités de soutien unitaires, sa fonction était bien délimitée pour un partage des circonscriptions au premier tour.

6°) Dans tous les cas ne pas "mélanger" candidats et suppléants, mais appeler à voter LCR dans nos circonscriptions : faire connaître la Ligue et recruter, car une telle campagne est une occasion pour nous construire (et non pas pour faire la courte-échelle à des petites organisations concurrentes...)

7°) Présenter le plus tôt possible nos candidats, produire un matériel indépendant abondant. Ne faire de meetings et de matériel communs qu'avec les organisations qui auraient accepté les 3 conditions ci-dessus.

DANS LES ORGANISATIONS DE MASSE :

Il faut lutter dans les organisations de masse où nous intervenons contre toutes "candidatures de mouvement" et contre tout alignement au premier tour, sur l'un et l'autre des candidats ouvriers. Nous proposons à ces organisations de masse d'interpeller tous les candidats (y compris les bourgeois) et selon le rapport de force en leur sein, tout en préservant en priorité leur activité autonome et leur unité, nous les orientons vers un soutien plus marqué envers ceux des candidats qui appartiennent au mouvement ouvrier. Par exemple, nous excluons que les comités de soldats appellent à voter "révolutionnaire" ou LCR, ou PSU... nous sommes pour qu'ils interpellent tous les candidats sur la question des droits démocratiques et qu'ils ne donnent aucune consigne de vote ouverte, qu'ils se félicitent seulement, par exemple, des réponses positives qui leur auront été apportées par tel ou tel candidat. Même démarche pour le MAS celui-ci s'adresse à tous les candidats, y compris bourgeois, pour défendre les intérêts des étudiants, il mène campagne, il dénonce ceux qui s'opposent aux revendications qu'il défend, il se félicite de tous ceux qui les soutiennent, il ne prend pas position même pour un "vote ouvrier" de façon explicite ! Nous nous battons en son sein pour que cette démarche soit comprise, tout en expliquant pourquoi de notre point de vue on tant que LCR c'est un vote de classe qui s'impose. Dans les organisations syndicales ouvrières, nous pouvons tenter de nous battre pour opposer aux consignes des bureaucrates... "un vote ouvrier" : encore s'agit-il d'une question de tactique, vu le type de débat actuel ou les directions appellent de fait à voter radicaux de gauche, mais pas LCR. Les consignes de vote d'un syndicat doivent être prises avec considération pour le premier tour d'un scrutin de ce type : s'il est simple d'appeler à voter contre les partis bourgeois en place, contre telle ou telle politique suivie, la formule de vote "un positif" doit être exprimée de façon à ne pas diviser le syndicat, à rejeter toute exclusive, à mobiliser ses adhérents en leur faisant comprendre qu'il s'agit là encore, liées à la question du pouvoir avant tout, de leurs revendications. En général une formule de vote "pour ceux qui défendent leurs intérêts ouvriers" est assez explicite si elle s'accompagne d'une dénonciation de la politique de la bourgeoisie et particulièrement de ceux qui sont au pouvoir. De même, qu'il faut une maturité des débats et une réelle mobilisation pour pouvoir avancer sans sectarisme ni effet de division, "gouvernement des seuls PC-PS" comme mot d'ordre syndical : les cas seront rarissimes où nous pourrions avancer un tel point de vue aujourd'hui ; nous n'en faisons en aucun cas un préalable, nous l'expliquons sans exiger qu'il soit repris comme un slogan officiel et nous le présentons seuls, en tant que LCR.

La bataille pour l'unité ouvrière au sein des organisations de masse ne relève pas d'une auto-proclamation par le biais d'une consigne de vote au premier tour. Elle est une bataille, longue à mener, longue à gagner ! A la LCR de commencer par faire comprendre ce qu'elle entend par "unité ouvrière" : pour l'instant nous n'avons même pas encore vraiment commencé dans nos propres rangs, si l'on en juge par l'inutilisation de la plateforme du 29 novembre.

CONCLUSION.

Dans la lignée du texte ci-dessus,

1°) Le CC approuve l'orientation générale de la plateforme de la LCR telle qu'elle a été publiée le 29 novembre 77, dans la mesure où tous les éléments d'une ligne centrale d'unité ouvrière opposée à l'Union de la Gauche (unité et fusion syndicale CGT-CFDT-FEN-FO, unité PS-PC, pour qu'ils se désistent au second tour, gouvernement des seuls PS-PC dont les travailleurs exigent satisfaction de leurs revendications, vote LCR, pour l'unité ouvrière, vote de classe au second tour pour chasser Giscard-Barre-Chirac, pas une voix aux radicaux, aux gaullistes, à Giscard...) sont contenus et mis en valeur dans ce texte. Le CC juge qu'il y a là une progres-

sion de nos positions qui peut ouvrir la voie à une mobilisation unie de toute la LCR. IL désapprouve les amendements faits à posteriori sur les conseils d'atelier et le mot d'ordre de gouvernement : ces amendements présentés comme mineurs traduisent une volonté de retour en arrière qui porte en soi la confusion.

2°) Le CC désapprouve le fait que bataille n'ait pas été menée sur la plateforme LCR avant de négocier un accord unitaire. Il désapprouve le contenu final de l'accord unitaire (plateforme du 16 décembre 77) dans la mesure où il est contradictoire à notre axe "d'unité ouvrière" dans la mesure où il n'y a pas accord sur la nature du PS et du PC, sur la nécessité d'opposer l'unité ouvrière à l'Union de la Gauche et sur la consigne de vote au second tour.

L'accord dit "politique" de "partage de circonscription" est un exemple de confusion. La formule a raison de le caractériser comme n'étant ni "un simple accord de partage", ni "un accord pour une campagne unitaire véritable". C'est bien ça ! et c'est bien regrettable ! car ce n'est ni fait, ni à faire ! Un accord aussi contradictoire n'a justement d'intérêt pour personne ! Ni pour nos partenaires qui vont juger la politique de la LCR comme manipulatrice et sectaire ! Ni pour les cellules et sections de la LCR qui vont être tirillés à hue et à dia entre une campagne "unité ouvrière" et une campagne "unité des révolutionnaires", alors que les deux sont, non pas complémentaires, mais contradictoires au fond. Sur chaque affiche, dans chaque tract, chaque prise de parole, dans chaque "comité unitaire", il y aura soit contradiction, soit confusion.

3°) Le CC mandate le BP pour prendre les mesures tactiques afin de corriger l'erreur représentée par cette plateforme unitaire. Tout l'accent sera mis sur une campagne indépendante de la LCR au premier tour, sur l'appel à voter LCR, sur notre ligne "d'unité ouvrière". Nos forces et nos moyens matériels seront orientés pour la campagne des candidats LCR ! Comme la LCR d'Espagne nous tirerons un bilan critique public du "F.U.T." français que la majorité du BP a mis en place.

4°) Le CC prend position nettement pour que nous ne participions dans aucun cas à des candidatures de "mouvements", de "fronts", de "convergences". Nous présentons uniquement des candidatures d'organisation. Les élections législatives sont avant tout un scrutin national qui pose la question du pouvoir central : toutes nos cellules, sections, fédérations mèneront campagne sur la plateforme nationale.

5°) Nous lutterons dans les organisations de masses où nous militons pour que leur indépendance soit fermement préservée à l'égard de l'Union de la Gauche et contre le fait qu'elles s'alignent sur la politique de l'une ou l'autre des directions ouvrières candidates au premier tour. Dans l'hypothèse où des débats nous seraient imposés pour des consignes précises au premier tour, nous défendrons le sens général d'un "vote ouvrier" ou d'un "vote de classe". Pour le second tour nous nous battons partout pour un vote contre la bourgeoisie pour le candidat du PC ou du PS le mieux placé,

soumis au vote du C.C.

Anna, Felix, Matti.